

La nouvelle Ecole d'économie de Paris a été inaugurée en février dernier. Et elle alimente déjà le débat entre enthousiastes et sceptiques.



L'Ecole d'économie de Paris veut concurrencer les universités anglo-saxonnes. Mais sur quel terrain ?

## A quoi sert la Paris School of Economics ?

**L**e 22 février dernier, le Premier ministre Dominique de Villepin s'est déplacé en personne pour inaugurer la nouvelle Ecole d'économie de Paris, aussitôt rebaptisée par ses promoteurs Paris School of Economics. Le ton est donné d'emblée : il s'agit de créer, à Paris, un pôle d'excellence d'enseignement et de recherche en économie à même de concurrencer les universités anglo-saxonnes. Avec quel objectif ? « Peser davantage dans les grands débats économiques,

ainsi que dans les grandes institutions de gouvernance mondiale », affirme le Premier ministre. La France deviendrait ainsi l'un des lieux où se définit le champ d'étude de l'économie et où les meilleurs professeurs et étudiants du monde pourront se retrouver. La Paris School of Economics (PSE) a-t-elle les moyens de ces deux ambitions : attirer les meilleurs et développer une approche économique française originale ? Tour d'horizon des convaincus et des sceptiques.

### Mercantilisme scientifique

Pour attirer les meilleurs, encore faut-il se faire connaître. Ainsi pour Roger Guesnerie, professeur d'économie au Collège de France et président de la fondation PSE (voir encadré), il fallait « donner plus de visibilité à des équipes de bonne réputation internationale, mais dispersées dans Paris ». C'est ainsi que PSE s'est constituée par l'addition de plusieurs équipes existantes provenant de l'Ecole normale supé-

rieure (ENS), de l'Ecole des Hautes études en sciences sociales (EHESS), de l'université Paris I-Panthéon Sorbonne, de l'Ecole nationale des ponts et chaussées, du CNRS et de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra). L'attractivité intellectuelle du site associée au plaisir de vivre à Paris, toujours présent chez les étrangers, devraient permettre d'attirer les meilleurs enseignants, chercheurs et étudiants européens, américains et asiatiques.



Vouloir prendre des profs et des élèves aux universités d'économie étrangères pour créer de la richesse intellectuelle sur le territoire français, n'est-ce pas instaurer une forme de mercantilisme scientifique ? Pas du tout, rétorque Roger Guesnerie : « Faire circuler les gens, c'est faire circuler les idées. Ceux qui viendront à Paris pourront se confronter aux débats français. » L'idée de constituer un pôle français d'excellence en économie fait-elle alors consensus ? « Tout dépend du sort que l'on réserve à ceux qui ne sont pas jugés comme excellents ! », rétorque le sociologue Frédéric Lebaron.

Deux inquiétudes s'expriment. La première, que les étudiants d'économie français soient divisés en deux : les élites de PSE (et de Toulouse sciences économiques, qui bénéficie du même statut que PSE), viviers des postes et des budgets de recherche prestigieux, et les autres, dévalués. « Ces craintes sont parfois exprimées et je les comprends, mais cela dépasse PSE pour toucher à l'organisation de la politique d'éducation supérieure », répond Roger Guesnerie.

### Le risque d'une normalisation

L'autre inquiétude repose sur la crainte que « l'excellence » ne soit jugée qu'à une seule aune : celle de l'économie dominante formalisée anglo-saxonne. Lors de l'inauguration de l'école, son directeur, Thomas Piketty, y répondait en indiquant à notre confrère *Libération* (23 février 2007) : « On ne voit pas le monde de la même façon depuis Paris ou le MIT de Boston ! Nous devons imposer nos propres grilles de lecture au plan international et sur divers sujets comme la mondialisation financière ou le marché du travail. »

« Je n'y crois pas du tout, rétorque Frédéric Lebaron. PSE, c'est l'aboutissement de la normalisation de la science

économique française sur le modèle américain, c'est la perte de spécificité d'une école française d'économie dans sa diversité, c'est la mort annoncée de toute forme de pluralisme en économie. » D'autres font remarquer que l'impact sur la production d'idées nouvelles sera a priori faible, car le projet n'est pas construit

### Une inquiétude parmi d'autres : que les étudiants français soient divisés en deux, les élites de PSE et les autres

sur une logique d'idées, comme a pu l'être la création de l'EHESS ou le pôle d'économie de Toulouse, qui avaient des approches à défendre. « Il n'y a pas de flamme intellectuelle, c'est la simple rencontre d'intérêts institués », dénonce un chercheur reconnu qui préfère conserver l'anonymat.

Roger Guesnerie réfute toutes ces critiques : « PSE

comporte des économistes, mais aussi des sociologues et des historiens économistes. L'histoire des faits et des idées économiques y est donc présente et l'école met en place des masters qui formeront des spécialistes de l'économie publique et de l'économie du développement. Elle est d'autant plus ouverte que le dialogue entre les disciplines continue à se développer autour d'objets de recherche communs. » Par ailleurs, s'il ne s'agit pas de développer un bunker français ou européen, « il y a une sensibilité politique européenne liée à la tradition social-démocrate qui n'a pas de contrepartie évidente dans les pays anglo-saxons et qui peine à s'exprimer dans le monde intellectuel. L'idée que l'on puisse faire entendre sa différence sur le sujet n'est pas absurde ».

« Oui et non, commente Gilles Raveaud, enseignant à Harvard. L'ouverture aux autres sciences sociales n'ira pas jusqu'à étudier sérieusement les questions de pouvoir, de l'exploitation ou de la destruction de la planète, par exemple. Mais comme les éco-

nomistes délaissent les explications théoriques pour se concentrer de plus en plus sur des travaux empiriques purs, on peut très bien avoir du succès en obtenant des résultats inattendus, comme l'ont fait par exemple David Card et Alan B. Krueger, en montrant qu'une hausse du salaire minimum pouvait dans certains cas favoriser l'emploi des non-qualifiés... sans pour autant proposer d'explications de cette hausse dans leurs premiers travaux. » Une évolution qui désespère certains. « Les talents statistiques l'ont emporté sur l'économie ; en deux mots, ce ne sont plus des économistes ! », commente un spécialiste réputé.

Quelle voie choisira finalement PSE ? Seul l'avenir le dira. Pour l'instant, le premier souci de ses promoteurs est de s'assurer que les 10,5 millions d'euros débloqués par la ville de Paris et la région Ile-de-France pour bâtir le nouveau campus vont se traduire rapidement par le début du chantier. Tout le monde attend avec impatience de voir sur quels murs elle sera bâtie. ■ **Christian Chavagneux**

## Grandes ambitions, petits moyens

A côté d'universités en panne de moyens, la Paris School of Economics (PSE) bénéficie d'un financement innovant. L'école fait partie des « réseaux thématiques de recherche avancée » (RTRA) créés l'an dernier, lui permettant d'obtenir le statut juridique de fondation de coopération scientifique dont l'avantage est de pouvoir recevoir des fonds privés.

C'est ainsi que PSE bénéficie d'un capital initial de 24 millions d'euros : 20 millions apportés par l'Etat et 4 millions par des investisseurs privés (l'assureur Axa, le financier Exane, etc.). Thomas Piketty, le directeur de la fondation, souhaite que d'ici trois ans, la part des financements privés soit équivalente à celle du public pour bénéficier d'un capital de 40 à 50 millions d'euros d'ici à 2010. Un capital placé dont l'école utilise les intérêts pour son financement. A cela s'ajoutent

bien entendu les ressources apportées par les laboratoires et les écoles dont les chercheurs sont désormais regroupés sous la houlette PSE.

Cela suffira-t-il pour jouer dans la cour des grandes universités mondiales ? La London School of Economics, dont sont issus 38 chefs d'Etat et de gouvernement - dont 9 actuellement au pouvoir - et 13 prix Nobel et qui sert de modèle à PSE, a bénéficié l'an dernier d'un revenu de 220 millions d'euros. Rien que pour 2006, Standford, aux Etats-Unis, a reçu 690 millions d'euros de donations - dont 80 millions du seul Phil Knight, le fondateur de Nike -, Harvard 450 millions d'euros et Yale 330 millions. Au total, les dotations aux universités américaines ont atteint plus de 20 milliards d'euros l'an dernier... ■